

Pour lutter
contre la pauvreté...
**Passer du « eux »
au « nous »**

1

Parler des pauvres, de la pauvreté ? C'est ce que font le plus souvent ceux qui se préoccupent de justice sociale – citoyens et politiques, qui se trouvent généralement « du bon côté de la barrière ». Les questionnements fondamentaux suscités par la crise globale que nous connaissons nous invitent à dépasser la division de la société entre riches et pauvres. Lutter contre la pauvreté, c'est avant tout refuser *ensemble* un système qui broie des existences – et pas uniquement celles des plus pauvres – et construire *ensemble* une société fondée sur d'autres valeurs.

Avec le soutien de la Communauté française



Démunis, déshérités, misérables, laissés-pour-compte, défavorisés, moins nantis, exclus, désaffiliés sociaux, précaires, appauvris... les pauvres se font traiter de tous les noms ! Au fil des décennies, un mot a chassé l'autre, chacun valant son pesant de fatalité, de stigmatisation, de responsabilité individuelle ou au contraire de dignité, de dénonciation, de mise en question de la société. En Inde, les « intouchables » s'appellent aujourd'hui eux-mêmes « dalits », ce qui signifie « opprimés ». Plus près de chez nous, un défavorisé ou un démuné est victime de la malchance, du destin, de son hérédité, voire de ses propres défauts (paresse, manque de volonté,...). Un exclu, par contre, est exclu de quelque chose – la société, l'emploi, la croissance économique – et surtout **par** quelqu'un ou quelque chose – les plus riches, le « système », la société. Derrière les mots, c'est un diagnostic qui s'ébauche, des solutions qui se dessinent.

Aujourd'hui, on parle communément de lutte contre la pauvreté. Ce terme, *a priori* plutôt neutre, a pourtant ses limites.

Rappelons tout d'abord que la pauvreté a au moins deux visages : celui de la personne pauvre issue d'une famille pauvre et dont les enfants risquent eux aussi d'être pauvres. Il peut s'agir d'une personne immigrée ou issue de l'immigration, ou d'un(e) Belge « de souche », appartenant à ce qu'on appelle le « quart monde ». C'est la pauvreté « de condition ». Le second visage de la pauvreté est celui d'une personne ou d'une famille, généralement du milieu populaire ou de la 'petite' classe moyenne, qui vit un ou des événements (perte d'emploi, séparation, décès, dépression, faillite) et bascule dans les difficultés financières. Si celles-ci perdurent, c'est la pauvreté qui s'installe, une pauvreté dite

« de circonstance ». Qui comporte le risque de se transmettre à la génération suivante et de devenir à la longue une pauvreté « de condition ».

PRÉCARISATION

Durant les « Trente glorieuses » (1945-1975), un seul revenu suffisait généralement à faire vivre une famille de la classe moyenne. Aujourd'hui, deux emplois à temps plein sont souvent indispensables pour faire face aux dépenses quotidiennes¹. Cela implique qu'en cas de perte d'emploi, de maladie, d'accident, les familles connaissent un risque accru de vivre des difficultés financières, passagères ou plus durables.

C'est toute une partie de la classe moyenne qui se trouve ainsi fragilisée, d'autant plus que l'emploi est lui-même devenu plus précaire (contrats à durée déterminée, intérim, temps partiels non choisis,...). D'aucuns ont dit que cette génération est la première, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, qui ne peut pas espérer que ses enfants aient une vie meilleure que la sienne.

Depuis les années 80, la pauvreté a cessé d'être un phénomène marginal – et en voie d'être éradiqué grâce à la croissance - pour devenir l'une des composantes du système : l'enrichissement de quelques-uns est alimenté par l'appauvrissement du

¹ Ces dépenses courantes n'ont cessé de croître, non seulement à cause de l'inflation, mais aussi en raison de l'évolution des standards de consommation qui suscitent de nouveaux *besoins*: nouveautés technologiques qui se généralisent (téléphonie mobile, MP3, GPS, écrans plats, ordinateurs,...), marques de vêtements « indispensables », mais aussi, par exemple, évolution des normes de sécurité routière, qui obligent les familles de plus de trois enfants, pour se déplacer en voiture, à disposer d'une véhicule à 7 places, etc.

plus grand nombre, principalement via la financiarisation de l'économie, la précarisation de l'emploi et la privatisation des services publics.

La pauvreté déborde donc aujourd'hui largement de son cadre « traditionnel ». Il n'est pas anodin que l'image qui vient d'abord à l'esprit quand on prononce le mot « pauvreté » soit le plus souvent celle d'un sans-abri, de préférence barbu, sale et alcoolique : quelqu'un à qui on ne risque pas trop de s'identifier, qui se trouve dans une situation la plus éloignée possible de la nôtre. La pauvreté vécue par une mère de famille, divorcée et sans emploi, qui cherche vainement un logement adapté à son budget, est beaucoup plus proche et donc beaucoup plus inquiétante : « cela » pourrait nous arriver à nous aussi...

Ces changements progressifs ainsi que la réalité rencontrée dans le cadre de son travail quotidien amènent Vivre Ensemble à s'interroger sur le terme, mais aussi sur le concept de « pauvreté ». Organisme d'Education permanente, l'association est en contact à la fois avec des associations de lutte contre l'exclusion sociale et leurs bénéficiaires et avec un public dit « de classe moyenne », parfois aisé, parfois moins. A l'adresse de ce second public, le message est en substance : « la pauvreté existe et c'est une injustice, elle a des causes structurelles ; les personnes qui la vivent ne se résignent pas, elles se rassemblent dans des associations qui leur permettent de se remettre debout, nous vous invitons à mieux les connaître et à vous montrer solidaires de leur action. »

Sans être faux ni méprisant, ce message a cependant le défaut de cloisonner : les pauvres, ce sont eux, là, et nous, de notre côté, nous allons les aider. Les analyses,

les études, les animations de Vivre Ensemble sont essentiellement destinées à ce public qui est *a priori* plus protégé, du bon côté de la barrière.

DE « EUX » À « NOUS »

Pourtant, dans le travail quotidien, Vivre Ensemble a toujours favorisé la rencontre entre ses différents publics : invitation à découvrir les projets des associations qui participent au travail d'animation par des visites ou des témoignages, parcours sociaux (genre de « visite guidée », avec des personnes intéressées, de plusieurs associations d'un quartier),...

Par deux fois, la régionale bruxelloise de Vivre Ensemble a organisé une animation intitulée « Dans la peau d'un sans-abri », durant laquelle les participants ont pu se rendre compte de la vie quotidienne d'un habitant de la rue et dialoguer avec deux d'entre eux.

En 2009, lors de la journée « Cayats² », associations (travailleurs et *bénéficiaires*), universitaires, volontaires et permanents de VE on cherché ensemble des pistes pour *rebondir* au cœur de la crise³.

En octobre 2010, Vivre Ensemble a invité Christian Arnsperger et Elena Lasida, économistes, à rencontrer des personnes

**« ...les
pauvres, ce
sont eux, là, et
nous, de notre
côté, nous
allons les
aider. »**

² Événement organisé en octobre 2009 par Vivre Ensemble sur le site d'Economie sociale de Monceau-Fontaines (Charleroi)

³ Voir l'analyse 2009/09 : « Associations de lutte contre l'exclusion : au cœur de la crise, trouver des raisons de rebondir » sur www.vivre-ensemble.be

en situation d'exclusion⁴, avant une conférence ouverte au public en soirée.

De plus en plus, des *usagers* d'associations participent aux assemblées associatives annuelles de Vivre Ensemble, et plus seulement des responsables et des travailleurs. Cette présence, évidemment bienvenue, est en soi une invitation à dire « nous » plutôt que « eux ». Du coup, le contenu du discours est modifié lui aussi. On n'aborde pas la pauvreté de la même façon quand on parle **des** personnes qui la vivent que quand on en parle **avec** elles.

Etonnamment peut-être, nombre de personnes qui vivent dans des conditions plus que difficiles ne se rangent pas spontanément dans la catégorie des « pauvres ». Conviction qu'il y a toujours plus pauvre que soi, rejet de la stigmatisation,... Quand on demande à ces personnes ce qui est le plus difficile à supporter dans leur situation, beaucoup soulignent d'abord la grande solitude dans laquelle elles se trouvent, bien avant les difficultés liées au manque d'argent.

Ceci nous amène à voir la pauvreté non seulement en termes de manques économiques, mais aussi en termes de relations.

- Relations interpersonnelles d'abord : une personne pauvre n'a généralement pas les moyens suffisants pour tisser et entretenir de façon satisfaisante un réseau de relations familiales, amicales, sociales ; elle n'est pas en mesure de jouer son rôle

dans la vie de la société - que ce soit par l'activité professionnelle ou non.

- Relations avec le modèle dominant ensuite : une personne pauvre n'a pas les moyens (financiers, mais aussi culturels, intellectuels) de choisir sa position par rapport à ce modèle. Elle se situe forcément hors de la norme, celle-ci restant cependant une référence incontournable, ne fût-ce que par l'omniprésence du formatage publicitaire. Une personne plus aisée, par contre, peut choisir d'adhérer au modèle dominant ou de s'en distancier (cf. la sobriété volontaire).

Tenir compte de ces aspects relationnel (le plus dur dans la pauvreté, c'est la solitude, l'inutilité et l'inexistence sociales) et relatif (on est pauvre par rapport à un standard de vie, un modèle dominant à une époque et dans un lieu donnés) est un premier élément qui incite à considérer le manque d'argent comme une

question qui concerne la société entière et non uniquement une minorité. Si l'on veut vraiment éradiquer la pauvreté, ne faut-il pas commencer par abattre cette barrière dans notre langage, cesser de dire « eux » pour commencer à dire « nous » ? Le contexte actuel nous y invite ; cette réflexion est du reste par exemple partagée par le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté.

Nombre de personnes qui vivent dans des conditions plus que difficiles ne se rangent pas spontanément dans la catégorie des « pauvres ».

QUESTIONS DE VALEURS

Le thème central qui a mobilisé Vivre Ensemble en 2010, « La pauvreté, scandale ou fatalité », a en effet rappelé les causes structurelles de la pauvreté : le système économique qui nous gouverne est en soi producteur d'inégalités socioéconomiques et de

⁴ Voir l'analyse 2010/04 « Pauvreté subie, simplicité choisie : à la recherche d'un nouveau Vivre Ensemble », sur le site www.vivre-ensemble.be. Lien : <http://www.entraide.be/index.php?id=464>

pauvreté. Une production d'inégalités qui s'accroît à mesure que le capitalisme néolibéral s'étend et s'approfondit. Il crée de plus en plus de richesses, mais celles-ci sont concentrées entre les mains d'une minorité.

Dans ce système où la pauvreté devient normale, elle n'est plus seulement un problème **dans la** société. Elle devient un problème **de** la société, de civilisation. Elle nous pousse à nous interroger sur les valeurs sur lesquelles est bâti notre « vivre ensemble » et que nous intégrons sans rechigner. « *Quelle est cette force étrange qui nous fait accepter l'inacceptable ?* » s'interrogent les membres des « Grains de Sel », troupe de théâtre-action. Est-il suffisant d'avoir de l'argent et de consommer sans retenue pour avoir une vie réussie ?⁵ Est-ce vraiment cela, le projet de notre civilisation ?

L'injustice que subissent de plein fouet et de façon parfois dramatique les plus pauvres est donc l'un des fondements de notre système économique. A ce titre, elle nous concerne tous et toutes (et pas seulement parce que la pauvreté nous menace tous, ce qui n'est que partiellement vrai). Ce qui est le plus lourd à porter lorsqu'on vit dans la pauvreté, nous l'avons dit, ce sont la solitude, l'isolement, l'impression de ne pouvoir compter sur personne et de ne compter pour personne. Ces sentiments ne sont-ils pas le lot de nombreux citoyens ? Les travailleurs que l'on licencie pour « convenance boursière », au seul

⁵ La réponse est clairement négative : voir notamment l'article d'Isabelle Cassiers « L'argent ne fait pas le bonheur : les économistes le savent-ils ? », Regards économiques, Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain, n°38, mars 2006.

bénéfice des grands patrons et des actionnaires ; les employés harcelés, méprisés, mis entre eux en impitoyable concurrence⁶ ; les personnes isolées au cœur de la ville - en Belgique, 1 ménage sur 3 était composé d'une seule personne en 2005. Certaines personnes disent d'ailleurs rejoindre une association non parce qu'elles sont « dans le besoin », mais simplement pour fuir leur solitude. Pauvre ou non, c'est la même logique destructrice et déshumanisante qui est à l'œuvre.

Ainsi appréhendée, la pauvreté est surtout celle d'un système, qui réduit l'être humain à sa valeur marchande – il n'existe que s'il est producteur ou consommateur. La crise aux multiples facettes qui bouleverse la planète depuis 2008 a enclenché un processus de remise en question de ces valeurs d'accumulation et de concurrence qui, en fin de compte, nous mènent à notre perte. L'émergence des mouvements comme le *slow food*, la simplicité volontaire⁷, l'objection de croissance, la promotion de l'agriculture biologique et des circuits courts entre producteurs et consommateurs, la remise à l'honneur des relations de proximité⁸,... montrent une soif de tourner le dos au diktat de la surconsommation et du paraître. Une soif de « vrai », de relations humaines chaleureuses, de temps retrouvé et partagé, de gratuité. C'est ce dont les personnes exclues à cause de leurs faibles revenus ont le plus besoin,

⁶ Voir *l'épidémie* de suicides chez France Télécom, par exemple

⁷ Aussi appelée sobriété choisie, frugalité joyeuse,... etc.

⁸ Fête des voisins (www.immeublesenfete.be), site de proximité www.streetpage.com,...

**Ainsi
appréhendée, la
pauvreté est
surtout celle d'un
système, qui
réduit l'être
humain à sa
valeur
marchande.**

autant que d'un toit et de nourriture. Et c'est ce qu'elles trouvent dans les associations qui les accompagnent et les rassemblent.

Il ne s'agit pas, bien sûr, de tomber dans le travers d'un « nous » lénifiant - « nous avons tous nos pauvretés psychologiques, relationnelles, etc. » - qui gommerait le scandale des inégalités sociales. Ces dernières sont criantes et il faut les combattre. Mais les personnes en situation de pauvreté souffrent de façon extrême de maux qui peu ou prou nous touchent tous : l'indifférence, la non-reconnaissance, le « chacun pour soi ». De façon extrême parce qu'elles n'ont pas le « passeport social » que constitue l'argent.

Dire *nous*, reconnaître notre « commune humanité », notre commun besoin de reconnaissance, sans occulter le fait que nous sommes d'un côté ou l'autre de la barrière⁹ : un exercice d'équilibre peu aisé, mais probablement indispensable pour faire reculer efficacement et durablement la pauvreté. Traduire ce projet dans une démarche d'éducation permanente est un défi à relever, particulièrement pour Vivre Ensemble, qui rencontre des publics issus de milieux très divers.

Isabelle Franck
Vivre Ensemble Education, mars 2011

Cette analyse est disponible en format pdf (A4) sur notre site www.vivre-ensemble.be. Elle peut être reproduite et publiée. Nous vous demandons de mentionner la source et de nous transmettre une copie de la publication.

⁹ Sachant que celle-ci, nous l'avons dit, est de plus en plus poreuse...